



**HAL**  
open science

## La naissance d'une nouvelle Syrie ?

Elizabeth Picard

► **To cite this version:**

| Elizabeth Picard. La naissance d'une nouvelle Syrie ?. 2023. hal-04815240

**HAL Id: hal-04815240**

**<https://hal.science/hal-04815240v1>**

Preprint submitted on 2 Dec 2024

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

## La naissance d'une nouvelle Syrie ?

Elizabeth Picard

On ne saurait proposer de conclusion aux études rassemblées dans cet ouvrage, à l'heure où en Syrie les révoltes, l'oppression, les guerres se poursuivent depuis plus de douze ans<sup>1</sup>. On peut encore moins présager de l'avenir de ce pays devenu « une plaine obscure où passent les sons confus de la lutte et de la défaite tandis que des armées sans but s'affrontent dans la nuit » (Arnold 1867, p. 114).

Notre colloque de Amman n'en était pas moins nécessaire puisqu'il a permis d'échanger nos connaissances, même partielles et fragiles, et de rendre compte d'expériences à la fois singulières et exemplaires. Chacun d'entre nous a « découvert » à cette occasion une facette de la crise dont il n'était pas familier, testant et affinant ainsi les hypothèses que ses propres recherches lui avaient permis d'avancer. Si le puzzle « Syrie » n'a pourtant pu être complété, au moins la restitution d'enquêtes de terrain originales et la possibilité d'en débattre librement ont-elles permis de mettre au jour des transformations en cours et d'analyser des processus politiques et sociaux à l'œuvre.

Les textes réunis dans ce volume sont donc à la fois épars et denses, factuels et tragiques, comme le sont les débris de ce pays à reconstruire. Ils sont à lire comme les témoignages d'une réalité mal connue parce qu'elle est restée le plus souvent dissimulée sous des informations éphémères et sensationnelles, manipulées comme des armes de guerre. Ils constituent des avancées prometteuses pour la recherche en sciences sociales sur la Syrie et offriront peut-être matière à réflexion aux acteurs impliqués.

Pour ma part, je crois avoir tiré trois leçons de ce beau travail collectif organisé par Myriam Ababsa et Valentina Napolitano. La première a été de m'inviter à un examen réflexif, critique mais ni culpabilisé ni apologétique, de mes recherches et de mon savoir sur la Syrie ba'thiste à la veille de 2011. La deuxième est qu'il m'a incitée à appréhender la Syrie d'aujourd'hui moins en tant que territoire d'un État que comme société aux frontières indécises. La troisième sera d'adopter, pour qualifier les tragiques événements de cette décennie, le terme de moment révolutionnaire plutôt que ceux de révolte ou de soulèvement, afin de ne pas sous-estimer la force et la durée des événements, et de rester attentive aux transformations à venir, longues et profondes<sup>2</sup>.

### Un exercice de réflexivité<sup>3</sup>

Au moment de proposer quelques remarques en clôture de cet ouvrage collectif, il m'a paru nécessaire de commencer par une réflexion sur les travaux que les chercheurs en sciences sociales ont menés sur la Syrie dans les décennies précédant le soulèvement populaire de 2011. Non pour dénoncer des erreurs passées mais pour donner à comprendre le mode de construction de nos recherches et les trajectoires de leurs auteurs. Ce texte se voudrait en effet une contribution aux efforts des jeunes chercheurs d'aujourd'hui pour se positionner tant dans les

---

<sup>1</sup> J'emprunte le titre de ma contribution au militant Yahia Hakoum dont les recherches doctorales à l'EHESS (Paris) portent sur l'émergence des conseils locaux (*lijân al-tansîq al-mahalliya*) en Syrie (2011-2018). En ligne : <https://www.lignes-de-cretes.org/la-naissance-syrienne/>

<sup>2</sup> En suivant l'interrogation de Richard Jacquemond lorsqu'il traite du cas égyptien (Jacquemond 2016).

<sup>3</sup> Je remercie Inga Brandell et Elisabeth Longuenesse pour leurs suggestions à la lecture d'une première version de ce texte.

champs théorique et méthodologique que face à des questions éthiques. Comment articuler nos connaissances anciennes des Syriens et de la Syrie avec la déstructuration et les brutalités dont ils sont témoins dans cette décennie 2010 de soulèvement, de répression et de guerre ? Et comment faire, non pour rompre avec le passé mais pour le recomposer afin de mieux comprendre ce qui se joue aujourd'hui et ce qui peut advenir demain ?

### *Des paradigmes développementalistes aux dérives de l'ultra-libéralisme*

À l'indépendance (1946), la Syrie était confrontée à l'urgence du « rattrapage », particulièrement économique et social, du niveau de développement des États occidentaux qui avaient dominé le Proche-Orient jusqu'à la Seconde guerre mondiale. Ce mot d'ordre, « développement », fut constamment mis en avant par ses dirigeants, aussi bien les membres des gouvernements libéraux jusqu'en 1958 que les leaders du parti Ba'ath à partir de 1963 (Longuenesse, Roussel 2014). Bien sûr, dans la période de Guerre froide, « développement » se déclinait selon des paradigmes concurrents. Du côté des Occidentaux, la théorie de la modernisation était considérée comme une clef magique pour les transformations locales et l'ouverture à la démocratie, en vertu du modèle popularisé par Daniel Lerner (éducation, sécularisation, urbanisation, industrialisation) (Lerner 1958). Dans le monde communiste, les théories articulaient indépendance politique (la décolonisation) et décollage économique (la croissance) selon des modèles de planification étatique. Il restait d'autant moins de place pour une pensée endogène du développement, une « troisième voie », que les outils de connaissance manquaient aux sociétés locales nouvellement indépendantes, ainsi que les ressources financières, pour investir dans leurs projets. En dépit de l'enthousiasme tiers-mondiste soulevé par les leaders charismatiques du Sud, les idéologies dont ils s'inspiraient et qu'ils mettaient en concurrence pour penser le développement dans toutes ses dimensions avaient en commun d'avoir été produites en dehors de leur territoire national, par des intellectuels du Nord, dans un contexte historique étranger.

Dans les décennies 1950-1980, les recherches en sciences sociales sur la Syrie étaient naissantes, elles se développaient longtemps après l'essor des études classiques et historiques. Si elles se fondaient légitimement sur des observations de terrain (Raymond 1980), elles s'inscrivaient dans des systèmes idéologiques produits à l'extérieur et non à partir de ces observations. Ces systèmes imposaient des normes, des schèmes d'analyse et des échelles de comparaison prétendument « universels » et implicitement supérieurs à ceux de la société locale (Catusse 2008).

De plus, le contexte international de l'époque influençait fortement la recherche et lui dictait des limites et des injonctions. Non seulement les divisions de la Guerre froide incitaient chacun à « choisir son camp », mais les conflits de la décolonisation, notamment les guerres du Vietnam et la guerre d'Algérie, et la lutte entre anti-communistes et anti-impérialistes, surdéterminaient les analyses. S'ajoutait au Proche-Orient un élément aggravant : le thème du recouvrement de l'indépendance s'imposait comme une priorité, en particulier en Syrie où gouvernants et population vivaient la perte de la Palestine comme une défaite nationale arabe.

Dans cette période, l'attention des chercheurs en sciences sociales était légitimement attirée par l'ampleur tant des besoins de la société syrienne que des écarts de niveau de vie entre les élites du pays, d'une part, et les masses soumises, de l'autre. Elle s'est donc portée en priorité sur les politiques de développement débattues dès l'indépendance, adoptées à partir de 1948 et mises en œuvre dans la durée après 1958 (date de la formation de la République Arabe Unie). Administration publique, éducation, santé, infrastructures, réforme agraire, industrialisation ... ces politiques dont l'urgence n'était pas contestable et dont les résultats ne furent pas négligeables, occupèrent le débat public encore longtemps après qu'elles eurent été vidées de

leur contenu et que le parti Ba'ath, qui en était devenu l'ordonnateur à partir de 1963, se fut transformé en machine clientélaire et appareil de contrôle social.

Tant par les modernisateurs occidentaux que chez les révolutionnaires marxistes, la prééminence du chef autoritaire dans le processus de développement était considérée comme allant de soi. Cette évidence s'inscrivait dans un héritage colonial encore vivace et se nourrissait de l'intérêt de la science politique américaine pour *the man on the horseback*, le militaire prenant en main le destin de son pays. Idéal nationaliste, ambitions personnelles de jeunes officiers, manipulations des services secrets étrangers – il n'était pas facile à l'époque de démêler l'écheveau des processus en cours (Picard 1989). D'autant que l'autoritarisme des dirigeants était assorti de l'emploi de la censure et de la diffusion d'un discours officiel musclé. Sans en connaître les détails, les chercheurs n'ignoraient pourtant pas la mainmise croissante des appareils sécuritaires sur le gouvernement de la Syrie. Ils en minoraient souvent les effets, soit par optimisme soit parce que ceux-ci leur paraissaient marginaux par rapport aux problèmes du développement<sup>4</sup>. Or leurs analyses sont devenues bancales à partir du moment où ils n'ont pas perçu (ou pas voulu dénoncer) les dérives du « contrat social » liant la population de Syrie à ses dirigeants autoritaires - un contrat qui lui avait promis la mobilité ascendante en échange de sa loyauté ; en particulier, après la « rectification » du régime baathiste par Hafiz al-Asad en 1970, quand la reprise économique a été accompagnée d'une centralisation bureaucratique accélérant les disparités de traitement entre centre et périphéries, entre riches et pauvres, entre cercles dirigeants et majorité de la population.

Tandis qu'ils se muaient en un discours sentencieux et obsolète, les paradigmes de la libération nationale et du développement demeuraient pourtant une préoccupation centrale de la recherche en sciences sociales. Au point pour certains de soutenir que la mobilisation de la religion et de l'ethnicité pour critiquer les choix et les pratiques du régime syrien ne relevait que de l'ingénierie politique ; et que l'émergence de discours identitaires et de revendications émancipatrices au sein des sociétés locales était le produit de manipulations visant à affaiblir les mobilisations de classe (Picard 1980). Dans la préface à l'édition de 1983 de son magistral *Arabic Thought in the Liberal Age*, Albert Hourani met le doigt sur les faiblesses de telles analyses à propos du travail des historiens (Hourani 1983). Ses remarques valent aussi pour les autres disciplines de sciences sociales et, dans mon cas, pour une spécialiste de science politique<sup>5</sup>. Dans la deuxième moitié du XXe siècle, cette discipline dominée par les Nord-Américains s'intéressait principalement, sinon exclusivement, aux structures de l'État, aux décideurs et à leurs modes de gouvernement. Elle restait peu sensible aux attentes et aux imaginaires des populations locales, et peu concernée par l'histoire « par le bas », vécue par les subalternes. Elle ambitionnait de cantonner les héritages culturels et les croyances du passé dans l'espace privé et mettait sa foi et son énergie dans le progrès technique et séculier célébré par les élites modernisatrices (Bardawil 2018).

À la fin des années 1970, la rare attention des chercheurs en sciences sociales, de l'Ouest comme de l'Est, aux mobilisations syndicales, universitaires et professionnelles observables dans l'espace public syrien, illustre cet aveuglement disciplinaire<sup>6</sup>. Leur négligence des accords programmatiques conclus par un large spectre d'opposants (des libéraux aux marxistes en passant par les islamistes) dénotait leur connaissance limitée de la société syrienne. À leur silence atterré durant les massacres collectifs commis par les forces armées du régime, dont Hama en 1982 fut l'acmé et demeure le symbole, ont succédé des débats embarrassés au sujet

---

<sup>4</sup> Par exemple, dans le premier cas, l'enquête minutieuse d'Alasdair Drysdale (1981) ; dans le second, les travaux remarquables de Raymond Hinnebusch.

<sup>5</sup> L'objectif n'est pas ici de dresser un bilan de la recherche politiste occidentale sur la Syrie comme l'ont proposé Raymond Hinnebusch (2008) et, récemment, Matthieu Rey et Manon-Nour Tannous (2022) mais de rappeler le contexte et les circonstances dans lesquels travaillaient les chercheurs de sciences sociales.

<sup>6</sup> A des rares exceptions comme Michel Seurat qui en a fait son principal sujet d'enquête.

de la possibilité de « faire voyager » dans des sociétés majoritairement musulmanes les valeurs, les normes et les outils qui avaient accompagné les transitions démocratiques en Amérique latine (Schmitter 1999).

La dernière décennie du long règne de **Hafiz al-Asad** (1990-2000) qui vit la montée en puissance de son fils cadet **Bas har** et la première décennie de la présidence de celui-ci (2000-2010) ont permis aux chercheurs de reprendre des enquêtes de terrain et de rouvrir des questionnements sur lesquels s'était abattue une chape de silence<sup>7</sup>. Mais sans toujours opérer la distinction indispensable entre libéralisme politique, horizon philosophique des démocraties, et libéralisme économique, doxa des institutions financières internationales à l'époque. L'adhésion du régime de Damas à un néo-libéralisme prédateur et l'ouverture (certes limitée) du marché syrien à des acteurs économiques internationaux furent souvent perçues comme un gage d'adhésion aux normes occidentales, voire de future coopération stratégique dans la région du Proche-Orient.

En réalité, la nouvelle législation financière adoptée à partir de la fameuse Loi 10 de 1991 sur l'investissement, et les pratiques affairistes débridées de la classe entrepreneuriale liée au régime, ont accentué la bifurcation mortifère de la société syrienne entre une minorité de privilégiés et une majorité en voie de paupérisation. Tant les macro-indicateurs produits par la Banque Mondiale que ceux de l'UNDP convergeaient d'ailleurs pour conclure que les inégalités allaient croissantes tandis que la situation de l'emploi, de l'éducation, de la santé, de la société syrienne se détériorait d'année en année (Hallaj 2021). À l'encontre de certaines visions idéalistes, le phénomène de la multiplication des ONG caritatives, culturelles ou de développement, facilitait autant qu'il la masquait, la décharge cynique par l'État de ses responsabilités envers la société.

Ensuite, de mois en mois, la presse, la rumeur, les observations de terrain, signalèrent une hausse des tensions entre groupes confessionnels, entre communautés locales - tensions objectivement liées à des pénuries d'eau, de terre, de logement et au traitement discriminatoire des groupes sociaux par les pouvoirs publics. Bien que des études systématiques aient fait défaut sur ces thèmes, l'augmentation de la petite criminalité, l'ampleur de l'exode rural vers des banlieues insalubres et l'engagement de centaines de jeunes Syriens dans des factions armées en Irak, étaient autant d'indices qu'il aurait fallu avoir les moyens d'explorer.

S'ajoutait enfin l'échec de l'ouverture démocratique, même modeste, que les intellectuels contestataires avaient espéré obtenir de **Bas har al-Asad** en 1999-2001 et qu'ils avaient réclamée en vain en 2005. Sur ce sujet plus accessible aux observateurs extérieurs, notamment à travers la presse libanaise, les chercheurs ne pouvaient ignorer la censure, les procès iniques, les arrestations arbitraires de militants, d'artistes et d'avocats, les retours en prison et les disparitions forcées de dizaines de contestataires. Au printemps 2007, les campagnes électorales mafieuses et les résultats accablants des Législatives puis de la Présidentielle, étroitement manipulées, confirmaient le verrouillage du système politique.

Le soulèvement populaire de 2011 a-t-il déchiré le voile qui avait brouillé le regard de nombreux intellectuels et analystes de la situation syrienne au long de la première décennie du pouvoir exercé par **Bas har al-Asad** ? Peu auparavant, j'avais conclu une réflexion socio-politique sur cette première décennie par une note pessimiste : « les composantes laïques de la société civile sont trop minoritaires, trop divisées, trop loin des préoccupations quotidiennes de la population pour constituer un mouvement social à même d'engager le pouvoir syrien dans une réforme consistante ... on ne voit pas de forces alternatives en mesure de proposer des solutions à la crise présente » (Picard 2005, p. 764). En même temps que je dénonçais la détérioration des conditions sociales et la clôture du champ politique en Syrie, je fis l'hypothèse que cette situation allait durer. Je suggérais même, à l'heure où l'Irak était en train de

---

<sup>7</sup> Dont le meilleur témoignage est l'analyse brillante et toute en esquive de Lisa Wedeen (1999).

s'effondrer sous les coups de l'intervention américaine, qu'on ne pourrait espérer un changement initié de l'intérieur du pays. Il faut situer une telle analyse dans son contexte.

### *Des recherches sous contraintes*

Trois éléments en particulier permettent de comprendre le cadre historique et idéologique dans lequel se déroulaient les recherches en sciences sociales sur la Syrie avant 2011 et les contraintes, aussi bien objectives qu'intériorisées, auxquelles faisait face un chercheur du monde occidental. Celles-ci étaient de trois ordres : il était pris dans le *double bind* de sa position d'externalité ; il travaillait sous le contrôle du régime ; et il était restreint dans ses échanges avec ses pairs locaux.

D'abord, le chercheur occidental travaillant sur la Syrie dans les années 1970-2000 était porteur de connaissances historiques et de valeurs humanistes inculquées dans l'université d'Europe ou d'Amérique du Nord dans laquelle il avait fait ses études. Il était sensibilisé à l'héritage de la colonisation, aux luttes de libération nationale. Il s'intéressait à la question du sous-développement dans le monde paysan, aux bouleversements occasionnés par le passage de l'artisanat à l'industrie, etc. Il s'interrogeait sur les responsabilités domestiques et externes du sous-développement. Mais, en même temps, il était enraciné dans sa propre culture, nourri d'un sentiment plus ou moins conscient de supériorité et attaché aux intérêts de son pays et aux privilèges dont il avait hérité. Quoi qu'il en veuille, un chercheur est façonné par son temps et son milieu d'origine. Pris dans un filet de messages conflictuels, certains adoptèrent des positions radicales. La plupart restaient en retrait car critiquer des choix et des initiatives revenait à donner des points à d'autres, à l'aune des idéologies du développement. Ce faisant, ils entretenaient le flou.

Ensuite, la contrainte exercée par le régime syrien sur les recherches en sciences sociales était directe et massive. En premier lieu, l'appareil bureaucratique de l'État assénait un fouillis de descriptions et de statistiques fabriquées, et des textes officiels opaques sur les thèmes desquels brodait une presse aux ordres. L'aimable disponibilité des interlocuteurs officiels ne masquait guère leur cynisme et leur désillusion. Dans la Syrie « socialiste » et « laïque » de la fin du 20<sup>ème</sup> siècle, l'invocation du nationalisme arabe et de la cause palestinienne, la défense du progressisme et des « travailleurs » disculpaient une censure implicite, dont le franchissement pouvait être chèrement payé.

Le régime des **As ad** était alors (et est encore) un régime dictatorial qui s'affranchissait des règles de droit, notamment du droit d'expression, et gouvernait par la peur (Ismail 2018). Sur les sujets d'enquête, les lieux de visite et les personnes qu'il était permis de fréquenter, régnait une incertitude parfois ubuesque. Les opportunités et les limites posées à la recherche demeuraient vagues et soumises à l'arbitraire, particulièrement dans le domaine des sciences sociales, considérées comme le terreau de la contestation. En même temps, les occasions étaient nombreuses pour les universitaires étrangers d'être témoins de la violence des hommes en armes dans l'espace public, et d'entendre leurs collègues et amis syriens évoquer des arrestations, des emprisonnements, des tortures et des disparitions. Dans ces conditions, il fallait aux chercheurs une forte conviction morale pour choisir la prise de parole plutôt que la soumission ou l'esquive.

Enfin, il faut prendre en compte la relation des chercheurs occidentaux à leurs pairs syriens et aux institutions universitaires. Ainsi que le rappellent Ayman Dassouky et Thomas Pierret, les autorités syriennes ont « traditionnellement opposé des entraves ... au développement des études politiques » (2021, p. 87) - on peut même ajouter, et aux études de sciences sociales en général - en dépit de l'existence d'un enseignement de ce nom à l'université de Damas depuis l'époque du Mandat. Les quelques chercheurs institutionnels opéraient sous l'égide du Ba'ath ou de ses partis satellites (les PC, le PSNS). Les chercheurs critiques étaient moins visibles, et

le dialogue fragilisé par le danger de représailles, en particulier avec les dissidents de gauche et les opposants de la mouvance islamiste. S'ajoute que les échanges étaient empreints d'inégalité : autant les chercheurs syriens étaient peu formés à observer des situations de terrain, autant ils étaient passionnés par l'épistémologie des sciences sociales occidentales, supposées leur fournir des clefs pour l'analyse du réel. Ensuite, la restitution des informations qu'ils avaient pu communiquer était parasitée par le risque de leur mise en danger. La reconnaissance de leur savoir, de leur travail critique et de leur générosité devait être tue.

À partir de 2000, les promesses d'ouverture formulées par le jeune président Assad et les mesures cosmétiques adoptées dans le domaine de l'analyse de sciences sociales ne purent apaiser la désillusion des chercheurs. Par exemple, le rattachement de l'Institut d'Études Politiques, lié au parti Ba'ath, à l'Université de Damas en 2003 ou la fondation en 2007 du Markaz al-Charq, *think tank* avec lequel les politistes français furent invités à dialoguer, suscitérent une légitime défiance en raison de la « protection » accordée par les services de renseignement à ces institutions officieuses du régime. Le champ intellectuel syrien restait verrouillé, et la coopération avec les collègues locaux problématique.

### *Vers un tournant épistémique ?*

Le soulèvement de 2011 puis la guerre en Syrie ont donc eu un effet révélateur inattendu tant en raison de la désorganisation des services du régime que de l'audace de révolutionnaires usant de nouveaux outils d'enquête et de communication. Dès février, une vidéo de la manifestation de Hariqa circula sur les réseaux sociaux, donnant à voir presque en direct la colère qui soulevait ce quartier commerçant de Damas contre le régime et l'incapacité de la police à l'apaiser. Dans les semaines et les mois qui suivirent, les chercheurs purent observer des conduites, des trajectoires et des dynamiques, individuelles et collectives qui transformèrent l'espace public. La société syrienne, auparavant décrite comme fatiguée et asservie, « devenait révolutionnaire » devant leurs yeux (Allal & Pierret 2015).

Les travaux en sciences sociales ont pris alors un essor remarquable, en particulier parmi les Syriens eux-mêmes. Pourtant, il existe de fortes variations entre la recherche expatriée - pour les exilés, la Syrie est presque devenue un pays étranger - et la recherche de l'intérieur, étroitement dépendante des pouvoirs politiques et militaires localement. L'essor quantitatif s'est accompagné d'un investissement théorique dans une perspective comparative, et d'une critique de la relation postulée entre soulèvement/révolution et processus de démocratisation (Dot-Pouillard 2015). Dans ce domaine au moins, le désenclavement théorique et analytique a mis fin à « l'exception syrienne ».

Dans quelle mesure cette révolution scientifique met-elle en cause les recherches des générations précédentes ? Faut-il opérer une révision de leurs repères conceptuels au cours du demi-siècle écoulé (Valbjørn 2015)<sup>8</sup> ? Une nécessaire mise en perspective explique les limites de leurs connaissances et le cadrage de leurs interprétations. Il n'est pas certain que leurs écrits aient contribué à la compréhension du soulèvement et de la guerre par les observateurs d'aujourd'hui, souvent fascinés par l'immédiateté de l'enquête en contexte et l'inventivité théorique qu'elle suscite (Baczko et al. 2021). Au moins auront-ils offert quelque perspective analytique nourrie par une histoire longue, lente et souterraine<sup>9</sup>.

### **La Syrie d'aujourd'hui, du territoire à l'espace social**

---

<sup>8</sup> Cette critique radicale n'est pas sans rappeler celle de Martin Kramer à l'égard des spécialistes du monde arabe après le 9/11 (2001).

<sup>9</sup> Comme l'a suggéré Laurent Gayer lors du colloque de clôture du projet ERC : Dynamiques sociales des guerres civiles, Paris, 1<sup>er</sup> octobre 2021, citant Michel Foucault, *L'ordre du discours. Leçon inaugurale au Collège de France, 2 décembre 1970*, Paris, Gallimard 1971, p. 25.

Les travaux historiques de référence sur la Syrie contemporaine ont longtemps mis l'accent sur la formation territoriale de l'État moderne à partir du démantèlement du *Bilād al-Shā m* ottoman et des divisions coloniales. Ce point de vue, qu'on pourrait qualifier d'extérieur, voire même de surplombant, s'est imposé au long d'un 20<sup>ème</sup> siècle marqué par des rivalités et des guerres interétatiques qui prenaient l'État syrien pour objet et pour champ de bataille. Or, bien que dans la terrible décennie 2010 les interventions étrangères aient été nombreuses, violentes et décisives, comprendre la Syrie d'aujourd'hui nécessite de renverser cette perspective traditionnelle. C'est ce qu'ont fait plusieurs des intervenants au colloque de Amman en montrant que, désormais, la question syrienne était moins une question de souveraineté territoriale qu'une question de société : celle de la formation (ou de la recomposition) de la nation. Ce qui n'empêche pas, nous le verrons dans un deuxième temps, que la fragmentation et la fluidité s'imposent à la société syrienne comme des problématiques dominantes à l'heure de la sortie de guerre et de la reconstruction. Au point que ces problématiques débordent les frontières officielles de l'État pour infuser les communautés d'exilés dans les pays voisins et les diasporas lointaines. Cette nouvelle question, également présente dans les débats du colloque, a permis d'élargir nos réflexions sur la Syrie d'aujourd'hui dans une perspective comparatiste que j'évoquerai en troisième lieu.

### *L'illusion territoriale*

Travailler sur la décennie 2010 de crise a incité nombre d'entre nous à revenir sur une appréhension prioritairement territoriale de la question syrienne, appréhension longtemps considérée à la fois comme paradigmatique et comme exceptionnelle.

Il est vrai que la construction étatique syrienne a été opérée par ajustements, réajustements et amputations successives de son territoire depuis le démantèlement de l'Empire ottoman. Au point que la Syrie a été qualifiée par Ghassan Salamé « d'État du toujours moins » (1987, p. 59). Ces dernières années encore, les conflits à la frontière avec la Turquie accompagnent la relance de la question kurde. Les frontières avec l'Irak et la Jordanie constituent des zones d'instabilité plutôt que des lignes de rupture, caractérisées par la continuité des groupes humains chevauchant des États mitoyens. Pour sa part, la création de l'État du Liban a suscité des irrédentismes qui nourrissent depuis un siècle des conflictualités transfrontalières irrésolues. Quant à la perte du *sanjak* d'Alexandrette au profit d'Ankara en 1939, elle n'a pas été vraiment apaisée par les accords syro-turcs d'Adana en 1998. Enfin, le déni officiel syrien n'a pu empêcher l'avancée de la colonisation et l'annexion de facto du Golan (partie du gouvernorat d'al-Qunaytra ) par Israël, occupé depuis 1967.

À l'encontre de l'insistance sur une potentielle « exceptionnalité » syrienne, il est nécessaire aujourd'hui de rappeler que l'incertitude territoriale est consubstantielle de la formation de la plupart des nouveaux États, particulièrement au Proche-Orient. Dans cette région, outre la non-résolution du conflit entre Israël et Palestine, le Liban a perdu sa souveraineté sur le cinquième de son territoire au Sud pendant plus de vingt ans, entre 1978 et 2000. Un siècle après sa formation, l'Irak s'interroge toujours sur l'option fédéraliste, encore après le retrait américain en 2021 ; la Jordanie, elle, reste hantée par les vicissitudes de sa gestion des Territoires palestiniens depuis 1948, etc.

Prenons garde aussi à ce qu'une réflexion sur la territorialité de l'État ne se substitue à l'étude des réalités politiques et sociales syriennes. Certes, depuis le début du 20<sup>ème</sup> siècle, ce thème est resté omniprésent dans les sphères mémorielle (la référence aux territoires perdus) et idéologique (l'argumentaire ba'ithiste s'appuyant sur la cause nationale arabe et palestinienne). Pourtant, sa mise en exergue fonctionnait de plus en plus comme un mantra, tandis que concrètement et symboliquement, la production territoriale nationale se référait plutôt à un



autre processus. Elle concernait, et concerne principalement aujourd'hui, les modalités de l'exercice de l'action publique sur le territoire de la RAS et les relations entre l'État et la société – soit, la question de la gouvernamentalité.

D'autant que, dans la décennie 2010 de révolutions et de guerres, cette question de la territorialité est venue buter sur un paradoxe majeur.

D'une part, tant le régime des **As ad** que les composantes « insurgées » et « loyalistes » de la société syrienne convergeaient sur le thème de l'attachement à l'unité nationale. Il y avait même entre eux une surenchère des discours, dont il ne faut pas sous-estimer la puissance performative. Les uns et les autres partagent et revendiquent la mémoire des traumatismes de la perte d'Alexandrette et du Golan. Ils récusent pareillement toute perspective d'amputation ou de fragmentation du territoire de la RAS. À les entendre, ni le régime ni les divers opposants n'accepteraient de céder une parcelle du territoire national. **Bas har al-As ad** condamne la référence à une « Syrie utile » opposable à des territoires dont le régime accepterait de se passer. Au contraire, il s'affirme décidé à rétablir puis à conserver la souveraineté de l'État sur « toute la Syrie »<sup>10</sup>.

De leurs côtés, les oppositions (l'organisation État Islamique est une exception : elle n'est pas exclusivement syrienne et ne réfère pas son projet politique à un territoire défini) ont évité d'être prises en défaut de loyauté envers la patrie. Elles ne pouvaient pas trahir le mot d'ordre répandu dans les manifestations : *waḥed waḥed, wahed, al-sha'b al-sūri waḥed*. Cet imaginaire commun (pour retourner la formule de Benedict Anderson) exalté dans les premiers mois du soulèvement leur a permis de se réapproprier la doxa **ba' thiste** originelle en dénonçant les pratiques divisives d'un régime qui adaptait ses politiques fiscales, administratives, sécuritaires, éducatives, etc., aux différentes régions du pays.

Dans cette unanimité patriotique, il faut, bien sûr, faire la part des émotions collectives et celle de la rationalité politique. Comme le suggère Asaf Bayat à propos des manifestants cairotes, il n'est pas certain que les insurgés syriens se réclamant de l'unité nationale eussent conscience de participer à une révolution sociale adossée à un projet politique national. Leur mobilisation relevait plus souvent de ce que Bayat qualifie de *street politics*, avec ce que l'expression dénote de fragile et d'éphémère (Bayat 2018). N'empêche qu'en Syrie, les aspirations populaires convergeaient paradoxalement avec le discours du régime dans un jeu à somme nulle : pour être « uns » comme le réclamaient les manifestants, les citoyens devraient rester soumis au pouvoir d'un seul chef, répondait le Président.

S'ajoute que les discours unitaires et unanimistes syriens ont été, au début du moment révolutionnaire, confortés par des injonctions internationales insistant sur le processus de construction étatique et sur la légitimité des frontières inter-étatiques, et appelant à leur renforcement. Au début du 21<sup>ème</sup> siècle, ces injonctions avaient même débouché sur des politiques concrètes : les États occidentaux avaient accentué leur coopération sécuritaire avec les dirigeants officiels des États du Proche-Orient. Confrontés à la crise syrienne, ils s'étaient ainsi attelés à la défense de la frontière syro-libanaise par le gouvernement de Beyrouth et de la frontière syro-jordanienne par la monarchie hachémite. De son côté, la Turquie d'Erdogan entreprenait d'ériger une barrière protectrice à sa frontière Sud, contre les mouvements armés kurdes. Il y eut même une coopération entre le régime d'Asad et l'armée américaine après 2005 pour tenter de verrouiller la frontière syro-irakienne face à la montée en puissance des islamistes en Irak.

La mise en œuvre de ces politiques sécuritaires à l'échelle des États est allée de pair avec la frilosité et l'inertie de la société internationale devant la crise domestique en Syrie. Tout au long de la décennie de soulèvement, de répression et de guerres, les institutions onusiennes ont

---

<sup>10</sup> Message au président russe Vladimir Poutine le 9 mai 2016 pour la commémoration de la victoire de 1944 sur l'Allemagne nazie.

failli à édicter et faire appliquer le droit (humanitaire et de la guerre, en particulier) face à l'invocation par le régime syrien de sa souveraineté nationale. Non seulement elles n'ont pas établi de *no-fly zone* au-dessus du territoire de la RAS mais les agences humanitaires comme le PAM ou la Croix Rouge se sont pliées à l'exigence du régime syrien d'être pris pour interlocuteur légitime incontournable, en dépit du vote de l'AG de l'ONU de juillet 2014 en faveur de la fourniture d'une aide humanitaire transfrontalière directe aux populations syriennes. Cette même société internationale, paralysée par ses propres dissensus, a réintroduit depuis 2019 le régime d'Asad dans plusieurs instances sécuritaires mondiales comme Interpol. Quatre ans plus tard, la fourniture d'une aide humanitaire aux trois ou quatre millions de Syriens cantonnés dans la poche d'Idlib reste dépendante de la rivalité internationale entre Moscou et Washington ainsi que des ambitions du président Erdogan pour la Turquie (Pierret 2021, p. 223)<sup>11</sup>.

D'autre part – et c'est là le paradoxe - ces discours à propos d'un État syrien unitaire et souverain sur un territoire insécable, ont eu continuellement pour corollaire les pratiques discriminatoires du régime de Bashar al-Asad, et même de certains opposants.

Point n'est besoin de s'attarder sur le thème récurrent, depuis la fin de la décennie 1970, du traitement particulier réservé à la région côtière, qui a nourri d'immenses frustrations dans le reste du pays d'autant qu'il était alimenté par une politique de développement local et de recrutement préférentiel dans les appareils sécuritaire du régime. Rien d'étonnant donc à la flambée spéculative dans les premières années du soulèvement, à propos d'une possible sécession du « réduit alaouite » en réaction à la montée en puissance des oppositions au régime entre 2011 et 2014. Semblablement (mais dans une logique inversée), la mobilisation populaire dans les zones kurdes par le PYD et la proclamation de l'autonomie du Rojava en mars 2016 ont nourri l'hypothèse d'une sécession du nord-est syrien. Hypothèse tout aussi fragile, que la trajectoire chaotique de la Région autonome kurde d'Irak depuis 1991 suggère d'ailleurs d'interroger. Ensuite, l'aventure meurtrière de l'EI sur le territoire syrien (2013-2017) et le protectorat *de facto* exercé par la Turquie sur la région du nord-ouest et le nord d'Alep, ont attisé un scepticisme rétrospectif à l'égard de la construction nationale syrienne depuis la Première guerre mondiale. Et certains de s'atteler à une relecture de l'histoire ottomane puis mandataire des territoires syriens pour souligner les disparités écologiques, culturelles et socio-économiques entre quatre ou cinq (selon la conjoncture et le point de vue) grandes « régions » de la Syrie, État voué à un éclatement probable. Cent ans après la fondation au Proche-Orient d'un ordre étatique baptisé (incorrectement) « Sykes-Picot », le spectre de la balkanisation de la Syrie a donné lieu à des spéculations sur la création à venir de nouveaux États issus de son partage, et sur l'adoption au Proche-Orient de nouvelles frontières étatiques sous l'égide de parrains internationaux omniprésents.

Pourtant, plusieurs contributions à cet ouvrage ainsi que d'autres travaux comme ceux de l'équipe *Wartime and Post-Conflict in Syria* à l'Institut Universitaire Européen de Florence, montrent que le risque principal en Syrie durant la terrible décennie 2010 était moins celui de la « balkanisation » du pays que celui de la rupture du lien entre dirigeants et populations, entre État et société.

L'hypothèse de fractures radicales à l'échelle régionale peine à convaincre dans de nombreux cas : la région côtière majoritairement alaouite a connu dans les premières années du soulèvement un afflux massif d'Alépins, sunnites et chrétiens, appartenant pour une large part à des catégories sociales entrepreneuriales, qui se sont insérés dans le tissu économique local. L'administration centrale n'a pas cessé d'entretenir des services publics, notamment sécuritaires, à al-Hassaka et dans plusieurs agglomérations de la **Jazira** – territoires pourtant considérés comme « perdus » par le régime dès les premiers mois du soulèvement. Elle a aussi

---

<sup>11</sup> Le mécanisme transfrontalier créé par l'ONU en 2014 est tributaire du vote russe au Conseil de Sécurité.

gardé un point d'ancrage à Dayr al-Zur même durant l'occupation de la région de l'Euphrate par l'État Islamique et a, ensuite, persisté localement dans une cohabitation mortifère avec les Forces Démocratiques Syriennes appuyées par les États-Unis. Au sud, dans le Hawran et le Jabal Druze, les affrontements au nom de la légitimité nationale se poursuivent encore dans la décennie 2020, entre les forces du régime et les insurgés locaux, encadrés par des chefs tribaux et religieux.

Plutôt qu'un processus de reconfiguration territoriale sur la base de variables régionales implicitement chargées de dimensions ethniques, religieuses et confessionnelles, la Syrie a connu une détérioration de la relation entre les dirigeants de l'État et la société locale. Le contrat social imposé par les dirigeants **ba' thistes** depuis plus de trois décennies avait été celui de l'échange entre une loyauté envers les chefs militaires et politiques, et un système de cooptation et de rétribution contrôlé par ces derniers (Sulz 2018). L'effondrement de l'économie productive et l'ampleur des déplacements forcés et de la dispersion des populations (Vignal 2016) ont fait éclater ce contrat et suscité des reconfigurations sociales et politiques à l'échelle locale, à la fois radicales et instables.

### *Fragmentation et localisme*

La problématique proposée par Myriam Ababsa et Valentina Napolitano permet d'offrir une alternative féconde à la perspective territoriale surplombante pour appréhender la question nationale syrienne aujourd'hui. Au lieu de figer les analyses à partir de larges constructions écologico-politiques souvent plus théoriques que concrètes, la plupart des contributions qu'elles ont rassemblées scrutent l'espace et les dynamiques sociales à l'échelon local, voire micro-local, jusqu'à la dimension d'un foyer domestique. Elles révèlent, comme le font les chapitres de Charlotte Loris-Rodionoff et de Valentina Napolitano, la profondeur des bouleversements en cours jusqu'au cœur des familles. Elles prennent en compte la fragmentation des liens sociaux et la dispersion des trajectoires humaines comme effets majeurs de la révolution et la guerre. En témoigne dans ce volume, la présentation documentée par Aurora Sottimano, d'une Syrie transformée à travers la guerre en un patchwork de micro-économies. Ce que Omar Hallaj qualifie pour sa part d'*archipellisation* de localités plus ou moins autonomes dont la survie est assurée par une économie principalement informelle, et l'ordre social structuré par les solidarités locales (Hallaj 2021). Plusieurs études menées à l'Institut Universitaire Européen de Florence confirment cette analyse et mettent au jour la réactivation d'anciens liens familiaux et tribaux dans la recomposition de leaderships locaux, indépendamment du contexte régional plus large, voire à son encontre (Favier & Kostrz 2019, Naufal 2020, Al-Dassouky 2021). Une dimension cruciale des transformations sociales, politiques et économiques en Syrie au long de la décennie est donc celle des nouveaux modes d'articulation entre structures locales et appareils centraux de domination. Elle pose d'importantes questions.

Tout d'abord, en suivant l'hypothèse de Sana Yazigi dans son intervention au colloque d'Amman : se pourrait-il que la fragmentation territoriale et sociale, au lieu de donner le coup de grâce à la précaire formation nationale syrienne, offre à moyen ou long terme l'opportunité d'une réappropriation par les acteurs locaux de la souveraineté nationale et de la responsabilité citoyenne ? La persistance, voire la réinvention, d'échanges et de coopération intra- et inter-familiaux, intra- et trans-communautaires, nécessiterait d'être documentée au-delà de l'anecdote, en observant la trajectoire de certaines initiatives originales du début du moment révolutionnaire. Que reste-t-il, dix ans plus tard, des *lijān al-tansīq al-mahalliya* mis en place dans les régions insurgées pour assurer le fonctionnement des institutions publiques abandonnées et parfois même combattues par le pouvoir de Damas : enseignement, santé, approvisionnement ... jusqu'aux fonctions régaliennes de justice et de police ? En maints

endroits, la solidarité horizontale (*tansīq*) a été bientôt mise en danger non seulement par des entrepreneurs de guerre mais aussi par le surgissement de violences entre communautés civiles en proie aux pénuries et à la peur. Le chapitre d'Anna Poujeau dans ce livre en offre une illustration solidement documentée. Parfois, les communautés locales sont tombées sous la coupe d'une puissance étrangère, étatique (la Turquie) ou milicienne (les milices pro-iraniennes notamment) et, plus souvent encore, sous la coupe d'un clan armé local comme celui des Berri (Awad, p. 7) aux marges d'Alep. Que ce soit dans les zones dissidentes, les zones tenues ou reconquises par le pouvoir, ou les zones grises marquées par de menaçantes incertitudes, les tensions économiques et sécuritaires ont creusé la fracture entre *in-* et *out-*groups, et suscité polarisation et replis au sein d'espaces de solidarité restreints.

Ces processus sociaux s'enracinent à l'échelon local le plus étroit. Dans chaque village, chaque quartier, les confrontations et les déplacements ont fait naître de nouveaux leaderships le plus souvent dominés par des entrepreneurs de guerre. Ceux-ci ont coopté des membres des anciennes élites locales (notables, chefs tribaux et religieux) pour prendre le contrôle d'une économie informelle et souvent mafieuse, échappant au droit public et à la bureaucratie officielle<sup>12</sup>. Dans cette économie de guerre caractérisée par des pénuries de toute sorte, leurs sources principales de revenu sont devenues la prédation imposée à des micro-sociétés qu'ils rançonnent et les taxes de « douane » prélevées aux limites du micro-territoire qu'ils occupent, en complicité avec les miliciens des territoires limitrophes (Hatahet & Dessouky 2022). Plus que le territoire, c'est la société syrienne elle-même qui se trouve divisée et éparpillée par la violence, corrompue ou sanctionnée par l'exclusion. Dans une métaphore littéraire tragicomique de 2016, le romancier Khalid Khalifa (2018) dépeint ainsi le périple interminable d'une famille cherchant à ramener la dépouille du père dans son village natal à quelques heures de voiture de Damas. De front en frontière, de barrage en check-point, de contrôle en rétention, le lecteur comprend que le héros de Khalifa perd tout : ses économies, bien sûr, la dignité et l'estime de soi, mais aussi le lien intime de la solidarité familiale.

Ensuite, il faut prendre en compte les nouveaux modes de fonctionnement de la relation entre le pouvoir central et les communautés locales : leurs enjeux, les distances physiques ou symboliques, les supports mobilisés et les méthodes mises en œuvre, et identifier les parties prenantes au long de chaînes de transmission. Dans un audacieux article qui scrute une documentation cartographiée pour mesurer la pénétration inégale des réseaux du régime dans les milieux sunnites du pays, Kevin Mazur (2019) propose d'identifier les intermédiaires, institutionnels et informels, traditionnels et nouveaux, susceptibles d'imprimer du sens à cette relation : les fonctionnaires civils et militaires, les entrepreneurs et autres acteurs économiques - en particulier les courtiers et les passeurs -, les maîtres de la violence, réguliers ou auto-proclamés, les chefs tribaux et religieux, et enfin les acteurs politiques - membres du parti Ba' th et élus locaux, régionaux et parlementaires. Mazur montre comment les réseaux tissés entre l'État et la société transgressent les frontières identitaires. Il formule l'hypothèse qu'ils s'adaptent aux structures sociales et économiques locales et micro-locales, et propose de les étudier à une échelle plus fine, « granulaire », que celle de l'espace communautaire ou de l'identité régionale.

Enfin, puisque l'exercice de la violence physique et symbolique est devenu l'outil ultime de la régulation de la relation État-société, il ne faut pas manquer d'inscrire la stratégie du régime combinant négligence sociale, prédation économique et asservissement sécuritaire<sup>13</sup> dans l'histoire des politiques ba' thistes de « décentralisation » depuis la fin des années 1990. Au début de sa présidence, la décentralisation a été présentée comme une panacée dont Bas har al-A sad faisait mention avec insistance alors qu'au sous-développement des espaces

<sup>12</sup> Rappelons que plus de la moitié du PNB syrien relevait déjà de l'informel avant 2010. Omar A. Hallaj, *art.cit.* p. 7.

<sup>13</sup> Traduction de l'*istitbā* khaldunien.

périphériques du pays (Jazira , Hawran, Idlib ...) se superposait la fracture entre cités marchandes et mondes ruraux. Aujourd'hui encore, d'aucuns prétendent que la décentralisation serait *le* remède à la polarisation extrême de la Syrie, entre zones « loyales » et zones « insurgées ». Encore faudrait-il qu'il s'agisse vraiment d'une décentralisation et non d'une déconcentration étroitement contrôlée par le pouvoir central comme elle l'a été jusqu'ici. Entre fragmentation localiste et chaînes de domination, l'enjeu principal de la sortie du conflit est bien de redonner leur place aux dynamiques sociétales.

### « L'étalement » de la question syrienne

Travailler sur les processus de fragmentation et d'archipellisation de la société syrienne par-delà les frontières internationales de la RAS est apparu comme une nécessité évidente pour les participants à cet ouvrage. Et cela, pas seulement en raison des difficultés d'accès à l'espace domestique mais aussi, surtout, parce que ces processus ont débordé dans les pays mitoyens et lointains pour concerner plus d'un tiers des Syriens. L'exil, la déchéance et la recomposition de ses populations ont fait de la Syrie le cas tristement emblématique des guerres du 21<sup>ème</sup> siècle, bientôt rattrapé par l'Ukraine. C'est pourquoi plusieurs des recherches présentées ici prennent légitimement appui sur des enquêtes menées au-delà des frontières de la RAS, dans des camps de réfugiés et dans les milieux d'émigration, pour rendre compte de processus généralisables à l'ensemble des Syriens mais difficiles à documenter dans les circonstances présentes.

Plutôt que de penser la Syrie d'aujourd'hui à partir de ses frontières internationales et de perpétuer la représentation d'une Syrie « enclavée », voire isolée, de son environnement arabe et de la « communauté internationale », les contributions de cet ouvrage mettent en lumière la multiplicité et la variété en même temps que la porosité des frontières internationales et internes qui en segmentent le paysage humain. Au long de la terrible décennie 2010, le corollaire de cette dispersion de la société a été le déploiement de puissants flux matériels et symboliques portés par des capillarités horizontales dans un espace que Leila Vignal qualifie judicieusement de « transnational » (Vignal 2021).

D'abord, des échanges complexes et denses de biens matériels de toute sorte, devenus indispensables puisque les ravages dans les zones agricoles et la destruction systématique des infrastructures industrielles ont réduit des deux tiers l'économie productive locale et font désormais prévaloir une économie marchande et financière de moyenne et longue distance, comme le montrent chacun Joseph Daher et Aurora Sottimano.

Ensuite et surtout, ces circulations ont consisté en des déplacements humains massifs, puisque les guerres en Syrie ont provoqué le déracinement d'une partie exceptionnellement élevée de la population sans qu'on puisse prétendre après douze ans que les exodes à répétition ont pris fin ni escompter que les retours observés promettent d'être durables. Syriens soumis à divers ordres militaires et politiques à l'intérieur de la RAS, Syriens de l'exil immédiat au temps suspendu, dans les pays voisins, et Syriens entraînés dans de longs processus d'adaptation - tous pratiquent des échanges en réseaux aussi bien techniques (matériels et immatériels de communication) que sociaux (institués tant par les attachements hérités que par les socialisations secondaires). Plusieurs contributions à cet ouvrage, par exemple celle de Mathilde Gingembre montrant la valorisation de l'expérience des bergers de la Syrie du sud dans les élevages des environs d'Amman, nous invitent donc à relire sur un mode transversal et dynamique notre appréhension classique de la question syrienne comme l'a fait au colloque Jalal al-Husseini lorsqu'il a suggéré de considérer *aussi* l'exil des Syriens comme une opportunité pour développer leurs capacités individuelles (*agency*).

Enfin, plus difficiles à appréhender que la circulation des biens matériels et celle des personnes, les processus transfrontaliers concernent également les flux symboliques, en particulier les

représentations et les idéologies à l'œuvre dans la recomposition de la Syrie de demain. Emblématique des initiatives délocalisées et dématérialisées nées dans la société syrienne en exil, *Creative Memory of the Syrian Revolution* restitue et reconstitue des cohérences transfrontalières et transhistoriques, rendues illisibles par la violence. Sur le plan juridique, Leila Drif documente l'indistinction des frontières internationales et des frontières domestiques par des autorités étatiques (syriennes et aussi libanaises) bafouant le droit international, humanitaire ou les lois de l'État : en circulant à l'intérieur de la Syrie ou dans leur exil libanais, les déplacés/réfugiés qui lui livrent le récit de leur vie ont fait l'expérience de la clandestinité et de la recherche d'un patron protecteur (*kafil*) pour tenter d'échapper aux extorsions des miliciens de toutes obédiences. Si bien qu'une nouvelle acception de la Syrie prévaut déjà : non comme le territoire officiellement reconnu de la RAS mais comme un espace aux limites incertaines, débordant ce territoire dans les États voisins et même dans un lointain au-delà, partout où est dispersée, exilée, paralysée, brutalisée, la société syrienne.

Il serait donc pertinent de travailler le cas syrien à la lumière des études sur les migrations internationales, en particulier sur les diasporas. De nombreuses comparaisons viennent à l'esprit : avec les Palestiniens et les Libanais, bien sûr, dont l'anthropologue Ghassan al-Hage étudie l'attachement affectif et matériel à leur village d'origine (al-Hage 2004); avec les Arméniens et plus encore avec les Chinois de Taïwan dont la politiste Françoise Mengin (2013) montre les subtils calculs à l'heure des investissements sur le Continent; mais aussi des comparaisons diachroniques avec la période de la Première guerre mondiale et avec l'ère glorieuse des Shawâm Égypte (Spagnolo 1985). Pour le meilleur et surtout le pire, la décennie noire a placé la Syrie et les Syriens au cœur des processus de la mondialisation ultralibérale.

### **Comment penser la Syrie de demain ?**

Les contributions à cet ouvrage proposent de nombreux indices et de nombreuses pistes pour penser le futur de la Syrie. Elles confirment pourtant que la complexité et l'incertitude des processus à l'œuvre au long de la décennie rendent présomptueuse toute prétention à formuler quelque prédiction. C'est tant mieux. Comme le rappelle la stimulante introduction au dossier que la REMMM a consacré aux révolutions arabes en 2015 (Catusse & al. 2015), prédire n'est pas la vocation des sciences sociales et elles ne sont d'ailleurs pas équipées à cet effet.

Autant le chercheur en science sociale, l'historien en particulier, peut construire des hypothèses fécondes à propos de la genèse d'une crise ou d'une révolution, et mettre en lumière une rupture événementielle avec le passé, autant il lui est difficile de projeter cette crise ou cette révolution dans le futur. En proposant une date de « fin » institutionnelle d'un moment révolutionnaire, le chercheur risquerait d'occulter les frustrations et les mobilisations qui perdurent au-delà, souvent à bas bruit. Il se laisserait aveugler par le discours du vainqueur à un moment où la contre-révolution semble triompher (Haugbølle & Bandak 2017). Le cas libanais voisin offre un exemple éclairant d'une telle incertitude : la guerre civile de 1975-1990, à laquelle a officiellement mis fin l'accord de Taëf d'octobre 1989, s'est-elle poursuivie dans les décennies suivantes par une « guerre civile froide », comme le pense le politiste Joseph Bahout<sup>14</sup> ? Et, dans ce pays, la *thawra* d'octobre 2019 ne s'inscrit-elle pas, trente ans plus tard, dans la continuité d'une guerre inachevée, de même que le Hirak algérien serait une résurgence de la révolution avortée de 1988 ?

Dans le présent des événements, à cet instant même où les acteurs considèrent qu'ils sont dans une situation d'incertitude radicale par rapport à l'ensemble de ce qu'ils pouvaient vivre

---

<sup>14</sup> Entretien réalisé par Hélène Sallon, « Le Liban dans la crainte d'une nouvelle guerre civile », *Le Monde*, 11 juillet 2013.

et faire au quotidien (Deluermoz & Foa 2003), il est plus nécessaire que jamais de penser la dynamique syrienne : révolution, répression et guerres voient se dérouler des processus qui entraînent et accompagnent dans la durée les transformations des acteurs, de leurs intentions et du sens qu'ils donnent à leur investissement social et/ou politique (Allal 2012). Envisager le futur implique donc de prendre en compte des expériences et des trajectoires observables, à l'exemple de la sociologue Elisabeth Wood (2008) ; et d'être attentif aux effets discrets des révolutions sur les sociétés, comme l'historien Federico Tarragoni.

Dans son article "The Social Processes of Civil War : the Wartime Transformation of Social Networks", E. Wood synthétise ses recherches sur les processus insurrectionnels et leur répression en Amérique Latine, au Sri Lanka et en Sierra Leone. Elle suggère qu'ils sont à l'origine de transformations sociales profondes comme l'adoption de nouvelles normes et pratiques de genre et de génération tant dans l'espace domestique que dans l'espace public. Elle insiste aussi sur la militarisation des hiérarchies sociales et des mobilisations politiques (p. 546-547), un phénomène qu'elle qualifie d'irréversible. Ce sont là deux thèmes qui ont interpellé les contributeurs à notre ouvrage, et qu'il faut garder à l'esprit. Pour sa part, l'historien F. Tarragoni poursuit une réflexion critique sur les effets à long terme des révolutions. Il appelle à se défier d'une vision téléologique « conduisant à passer sous silence les effets transformateurs non purement institutionnels des révolutions » (2018, p. 78). Il observe la libération de la parole publique durant les périodes révolutionnaires, notamment chez les subalternes, et émet l'hypothèse que les révolutions « repolitisent les espaces sociaux dans lesquels elles adviennent » (p. 74-75).

Ce sont successivement ces changements en profondeur, souvent microscopiques à l'origine mais qui prennent de l'ampleur dans le temps long, que j'aborde dans cette partie pour terminer par un nécessaire retournement de perspective : les dynamiques observables doivent être mises en regard des ressources du régime dictatorial<sup>15</sup>.

### *Des changements lents et profonds*

Il est difficile, même pour qui a la possibilité de circuler en Syrie en ces années 2020, de se rendre compte, et de rendre compte, du bouleversement des paysages humains et des rapports sociaux en comparaison de la situation en 2010. Les destructions, la paupérisation, la militarisation, les déplacements, les cantonnements provisoires et les exils sont diversement observables et quantifiables, y compris dans les zones tenues par le régime des Assad. Leurs effets sociaux et culturels s'opèrent sur un mode discontinu, souterrain et encore réversible, dans le brouillard entretenu par la violence (Linhardt & Moreau de Bellaing 2013). Ils ont pourtant fait advenir de nouvelles catégories d'acteurs, de nouvelles pratiques de l'espace public, et peut-être même une « révolution culturelle »<sup>16</sup>.

Pour commencer, la Syrie est en train de connaître une mutation démographique radicale : non seulement par son ampleur mais aussi en raison des déséquilibres résultant de la disparition ou de l'exil de nombreux jeunes hommes âgés de 15 à 30 ans dans la décennie de guerre. Nous ignorons encore l'ampleur des transformations sociales qu'impliquent ces mutations démographiques mais les enquêtes anthropologiques restituées au fil des chapitres de ce livre, que ce soit au sein de familles d'exilés, auprès d'élèves expatriés ou dans des camps de réfugiés, mettent en valeur des figures féminines autonomes, agents de micro-changements, aptes à pallier l'absence du père, du frère ou de l'époux. Même si une comparaison avec l'histoire chaotique de la révolution algérienne incite à ne pas oublier le caractère réversible de

---

<sup>15</sup> F. Tarragoni rappelle « la dialectique entre inerties structurelles et dynamiques contingentes » en se référant à Willam Sewel (2005) (Tarragoni 2018, p. 74).

<sup>16</sup> Je reprends ici et explicite plus bas une qualification par Richard Jacquemond lors de son intervention au MUCEM le 18 janvier 2021, en ligne : [https://www.youtube.com/watch?v=QSrLS\\_GYrLk&t=44s](https://www.youtube.com/watch?v=QSrLS_GYrLk&t=44s)

ce processus de féminisation des responsabilités familiales et professionnelles (Oussedik 2011), les femmes syriennes ont probablement enclenché un enchaînement d'innovations qui préparent à une restructuration de la sphère sociale et peut-être de la sphère politique.

Plus important encore : l'accession à l'espace public d'une jeune génération qui a vécu durant douze années l'expérience d'un contexte politique et économique bouleversé, sera sans doute le déclencheur d'une rupture décisive avec les hiérarchies de divers ordres (familial et clanique, religieux, sécuritaire ...) auparavant établies sur un mode patriarcal de domination. C'est déjà observable dans toutes les composantes de la société mais c'est particulièrement crucial au sein des oppositions au régime des Asad, déstabilisées par des incompréhensions et même des dissensions entre une génération ancienne d'intellectuels et de militants longtemps cantonnés dans une posture contestataire<sup>17</sup>, et la génération montante, pragmatique et désillusionnée, devant laquelle se sont offertes des options radicales comme la lutte armée.

Ces deux caractéristiques saillantes, celle de la responsabilisation des femmes et celle de l'appropriation du leadership par la jeunesse, ne doivent pourtant pas être caricaturées. Surtout, elles ne doivent pas occulter la variété et l'inventivité des acteurs du futur, notamment dans la solidarité et la reconstruction ainsi que dans l'analyse sociologique et l'engagement politique.

### *Nouveaux cadrages et nouvelles pratiques*

Le futur de la société syrienne s'enracine dans les expériences, souvent traumatisantes mais non moins constructives<sup>18</sup>, de la révolution et de la guerre. Il est affecté, ensuite, par les logiques d'action des protagonistes qui n'ont cessé de reconfigurer leur cadre cognitif et d'élargir leur répertoire d'action, selon l'analyse de Tarragoni (p. 74).

Nouveaux objectifs, nouveaux adversaires, nouveaux alliés, se sont succédé et interchangés au fil des événements et des circonstances ... il serait présomptueux d'identifier des projets constants, même dans la moyenne durée, et de prétendre discerner une avancée au bénéfice de l'un ou des autres adversaires. Mais leurs répertoires d'action se sont enrichis au long des épreuves, de savoirs et de pratiques qui témoignent de puissants changements de fond en dépit de l'usure des rhétoriques.

Des avancées rapides peuvent ainsi être observées sur le plan technologique : l'accès à des outils militaires, financiers et de communication de pointe, que la Syrie d'avant 2011 peinait à acquérir et maîtriser, même sous le règne « modernisateur » de Bashar al-Asad et de son épouse ; et l'apprentissage de ces outils par des acteurs autrefois subalternes et périphériques, qui ont acquis une formation accélérée en balistique, en informatique, en communication, etc<sup>19</sup>. Un défi pour la société syrienne de demain sera de gérer son irruption de plain-pied dans la post-modernité technologique au moment où elle est confrontée au déclassement catastrophique de son indice de développement humain (hdi)<sup>20</sup>.

Les transformations des savoirs et des pratiques débordent largement le champ des technologies pour toucher les modes de production, notamment la production agricole, et la hiérarchie des acteurs économiques, désormais dominée par la finance et la violence armée. Elles concernent les couches les plus diverses de la société, y compris des catégories jusqu'alors invisibles ou marginales par rapport aux changements prescrits et impulsés par le régime ; et, à l'opposé, des groupes qui semblaient installés dans leurs privilèges. Comme le remarque Yassin Al-Haj Saleh (2021), des individus jusque-là absents de l'espace public se

---

<sup>17</sup> Sur cette génération submergée par la révolution puis par la guerre, voir la critique de Rosa Yassin Hassan (2012).

<sup>18</sup> On retrouve ici la philosophie de l'histoire proposée par Reinhart Koselleck (1997).

<sup>19</sup> Voir le témoignage de Chamsy Sarkis (2021).

<sup>20</sup> L'Indice de Développement Humain de la Syrie est passé du 92<sup>e</sup> rang mondial en 1994 au 152<sup>e</sup> rang en 2018 selon les Nations Unies. <https://hdr.undp.org/en/countries/profiles/SYR>



sont constitués en acteurs de leur vie, en leaders locaux dans le champ sécuritaire, religieux ou caritatif, et même en décideurs politiques. On peut reconnaître les effets inattendus et précieux de leur mutation au travers des épreuves, au long des chapitres de ce livre : émancipation et transgression individuelle, appropriation de la parole publique, générosité héroïque, acquisition de compétences médicales, linguistiques, managériales, juridiques ... à rebours de ce que laissaient redouter la déshérence de l'enseignement, l'urgence du quotidien et la peur du danger. Après des décennies d'apathie et de fatigue, ce sont autant de signes fugaces mais stimulants d'une capacité à se mobiliser, dont les mémoires locales pourront se nourrir.

### *Une révolution culturelle ?*

Évoquer une révolution culturelle au sens englobant accordé à Mai 1968 ou à la révolution maoïste en Chine, comme le fait Richard Jacquemond lorsqu'il commente le cas égyptien<sup>21</sup>, ne semble donc pas abusif aux chercheurs qui scrutent l'espace culturel syrien, des quartiers où s'élèvent des chants contestataires improvisés aux salles de cinéma occidentales affichant des documentaires percutants produits dans l'émigration. Pendant des décennies, la création artistique syrienne était restée sans rayonnement, presque sans public, produite pour et par une élite citadine ou émigrée à laquelle le débat critique frontal demeurait interdit. Le soulèvement et les guerres, loin de l'avoir tarie, semblent au contraire avoir libéré une expression foisonnante et libre comme en témoigne l'essor d'une littérature de fiction, dont se sont faits l'écho les milieux éditoriaux de Beyrouth (Mardam Bey 2015). Les nouveaux acteurs, les nouvelles pratiques collectives dans l'espace public et même dans l'espace domestique, répondent à une conception dynamique des relations entre État et société, émancipées du carcan dans lequel les enfermait le pouvoir<sup>22</sup>.

Cette révolution est particulièrement remarquable dans le champ de l'histoire que la société syrienne s'est réapproprié en renouvelant ses outils d'étude et en ravivant sa dimension politique. Dès les premiers jours du soulèvement, les Syriens « ordinaires » ont accumulé une documentation systématique, depuis le filmage des manifestations locales sur WhatsApp jusqu'au recensement informatisé des législations foncières<sup>23</sup>, au service de laquelle a été initié un travail rigoureux d'archivage et de diffusion à l'extérieur du pays<sup>24</sup>. Sur la réalité de la révolution et de la répression, aucun dirigeant syrien ne pourra désormais imposer le silence ni invoquer son ignorance. Ce recensement et cette publicisation sont d'ailleurs en train de s'étendre à d'autres domaines comme le droit pénal, grâce au travail dans les milieux de l'émigration.

Nous pouvons effectivement parler de révolution culturelle en ce sens qu'elle a engagé la société syrienne dans le travail de mémoire indispensable à la réappropriation de son histoire nationale : la révolte et les affrontements de la décennie 2010 ont en effet suscité un processus d'exhumation des traces et de remémoration du soulèvement entre 1979 et 1982, et de sa répression par le régime de **Hafiz al-Asad** – une répression qui n'avait pas eu seulement pour effet de museler les oppositions mais avait imposé à la société toute entière une amnésie suspendant la lecture critique de ces événements traumatiques (Ismail 2018, p. 131-158).

---

<sup>21</sup> Voir la note 16.

<sup>22</sup> Comme l'écrit Joel Migdal, État et société ne peuvent pas être compris dans un rapport de domination mais comme deux entités imbriquées et constitutives l'une de l'autre (Migdal 2001).

<sup>23</sup> Le site *Syria Report* consigne les étapes de la nouvelle législation syrienne concernant le droit du *logement*, le droit foncier et la propriété dans une base de données en libre accès. En ligne : <https://syria-report.com/category/hlp/>

<sup>24</sup> Au moyen de programmes comme celui de *Creative Memory of the Syrian Revolution* présenté dans cet ouvrage par Sana Yazigi. Ou comme le programme universitaire *SHAKK* à l'École des Hautes Études en Sciences Sociales (Paris), en ligne : <https://anr.fr/Projet-ANR-17-CE26-0021> et à la BNF, [https://actions-recherche.bnf.fr/BnF/anirw3.nsf/IX01/A2018000018\\_shakk-syrie-conflits-deplacements-incertitudes](https://actions-recherche.bnf.fr/BnF/anirw3.nsf/IX01/A2018000018_shakk-syrie-conflits-deplacements-incertitudes)

Au contraire, l'inscription de la révolution et des guerres de la décennie 2010 dans la mémoire du temps long d'avant la dictature pourrait avoir ouvert aux Syriens de nouveaux horizons d'attente, notamment l'attente d'une participation à la vie politique entendue comme « production du commun » (Dakhli 2020, p. 101). Depuis 2011, protestataires et opposants tentent de « ré-imaginer » une nation syrienne horizontale et inclusive, engageant la société à des conduites patriotiques (Chevée 2021).

### *Les ressources élastiques du régime*

Les études rassemblées dans ce volume disent pourtant, sans pathos mais sans illusion, une autre histoire qui augure d'un avenir sombre. D'abord, en étant attentives aux échecs et aux trahisons des espoirs révolutionnaires, et aux effets délétères de la violence extrême. Ensuite, même si ce n'était pas l'objet central du colloque, en signalant chaque fois que nécessaire les moyens exorbitants dont dispose le régime syrien pour contenir la marche de la société syrienne vers plus de liberté. Enfin et surtout, parce que le contexte mondial illibéral autorise à banaliser l'autoritarisme des Asad et la bifurcation accrue de la société syrienne.

Que ce soit dans les régions intérieures, conquises, perdues et reconquises par des forces armées adverses, dans les camps de réfugiés des pays limitrophes ou dans l'émigration lointaine, les solidarités ont été usées au long de ces années par la précarité. Les mobilisations collectives ont été contrariées par des intérêts privés, les enthousiasmes douchés par les déceptions. La fatigue des sociétés locales dont s'inquiétait Hamit Bozarslan (2011, p. 107-108), se traduit notamment par la difficulté à concevoir un projet politique et la fréquence des désengagements parmi les militants accablés par la défaite.

Sans doute ces derniers, encouragés par les observateurs extérieurs et par certaines puissances peu tentées de s'impliquer directement, avaient-ils initialement inscrit la révolution syrienne « dans la téléologie de la transition démocratique », s'illusionnant sur un renversement du rapport des forces (Dot-Pouillard 2015). Ils ont mis entre parenthèses les amples ressources coercitives du régime des Asad. Ils ont sous-estimé sa capacité à intensifier la répression et généraliser la division à chaque étape de la guerre. Ils n'ont pas anticipé la rapidité de la contamination de la violence entre forces armées adverses non plus que l'attentisme sans limites de la communauté internationale.

La réalité est que le soulèvement syrien de 2011 s'est opéré contre un État en adhésion avec l'ordre mondial économique et sécuritaire néo-libéral (Abboud 2020). Un État qui a impunément violé les normes politiques et éthiques internationales. Sous le patronage russe et avec l'alliance de l'Iran, Bashar al-Asad a considérablement étendu et renforcé sur le pays cet ordre inégalitaire. Depuis 2011, l'État syrien a édicté des législations, organisé des mascarades électorales, imposé des règles administratives iniques, autorisé des pratiques sécuritaires radicales. Dans ce pays où les classes moyennes et les intellectuels ont été particulièrement touchés par l'émigration, il s'est employé par un jeu de menaces et de récompenses à approfondir les fractures identitaires au long de lignes ethniques et confessionnelles (Weiss 2019, p. 202)<sup>25</sup>. Il a largement réussi à polariser la société syrienne en distinguant deux catégories d'individus : ceux qui sont loyaux (ou au moins ralliés) au régime et les autres, les contestataires, les « déserteurs » (les absents) qu'il prive de leurs droits.

---

<sup>25</sup> Sans céder aux interprétations essentialistes qui concluent que le conflit sectaire et la violence sont inhérents à une société syrienne profondément divisée, nous ne pouvons ignorer le pluralisme des identités ethniques et confessionnelles.

Scrutant de minces signes positifs dans les interstices du désastre syrien, cet ouvrage parie sur le temps long. Déjà le régime a perdu toute légitimité éthique<sup>26</sup>. Mais, dans l’immédiat, le sociocide se poursuit.

---

## Bibliographie

Abboud, Samer. "The Making of Syria's Illiberal Peace", *Stanford Arab Reform and Democracy Program*, 12 mai 2020, en ligne: <https://fsi.stanford.edu/news/samer-abboud-examines-politics-exclusion-syria>

Al-Dassouky, Ayman & Pierret, Thomas. « Étudier le politique en Syrie. De la ‘mise à jour autoritaire’ à la guerre », in Vanessa Frangville *et alii* (dir.), *La liberté académique. Enjeux et menaces*, Editions de l'Université de Bruxelles, 2021, p.87-94.

Al-Dassouky, Ayman. “The Families of Rastan and the Syrian Regime: Transformation and Continuity”. *Middle East Directions, Wartime and Post-Conflict in Syria*, Robert Schuman Centre for Advanced Studies, European University institute, 2021/14, en ligne : <https://cadmus.eui.eu/handle/1814/72259>

Al-Dassouky, Ayman & Hatahet, Sinan. “Competition and Smuggling: Syria’s Borders with Turkey and Iraq”, *Middle East Directions, Wartime and Post-Conflict in Syria*, Robert Schuman Centre for Advanced Studies, European University institute, 2022/16. En ligne : <https://hdl.handle.net/1814/74364>

Al-Hage, Ghassan. “Migration, Hope and the Making of Subjectivity in Transnational Capitalism,” *International Journal of Critical Anthropology* 12, 2004, p. 95-117.

Al-Haj Saleh, Yassin. « Un patrimoine révolutionnaire arabe ? » *Orient XXI*, 2 mars 2021, en ligne : <https://orientxxi.info/magazine/un-patrimoine-revolutionnaire-arabe,4563>

Allal, Amin. « Trajectoires ‘révolutionnaires’ en Tunisie. Processus de radicalisations politiques (2007-2011) », *Revue Française de Science Politique* 62 : 5, 2012, p. 821-841.

Allal, Amin & Pierret, Thomas (dir.). *Au cœur des révoltes arabes. Devenir révolutionnaires*, Paris, A. Colin, 2013.

Arnold, Matthew. *Dover Beach*, Londres, MacMillan and Co, 1867.

Awad, Ziad. “Tribes and Power in Aleppo City”, *Middle East Directions, Wartime and Post-Conflict in Syria*, Robert Schuman Centre for Advanced Studies, European University institute, 2022, en ligne : <https://cadmus.eui.eu/handle/1814/73627?show=full>

---

<sup>26</sup> Comme le dénonce vigoureusement Farès al-Helou dans le film de Rami Farrah, *Un Comédien dans une Tragédie Syrienne*, 2011. En ligne : <https://vimeo.com/ondemand/acaiastfr>

Baczko, Adam, Dorronsoro, Gilles & Quesnay, Arthur. "The epistemological privilege of fieldwork: A collective investigation in war-torn Syria", *Bulletin of Sociological Methodology* 151 : 1, juillet 2021, en ligne : <https://doi.org/10.1177/0759106321995723>

Bardawil, Fadi. "Sidelineing Ideology. Arab Theory in the Metropole and Periphery, circa 1977," in Hanssen, Jens & Weiss, Max (eds.), *Arabic Thought against the Liberal Age*, Cambridge University Press, 2018, p. 163-180.

Bayat, Assef. « L'islamisme est-il la forme musulmane de la théologie de la libération ? Entretien avec Alain Gresh », *Orient XXI*, 25 juin 2018, en ligne : <https://orientxxi.info/magazine/l-islamisme-est-il-la-forme-musulmane-de-la-theologie-de-la-liberation,2525>

Bozarslan, Hamit. *Sociologie politique du Moyen-Orient*, Paris, La Découverte, 2011.

Chevée, Adélie. "From *Suriyya al-Asad* to *Souriatna* : Civic nationalism in the Syrian revolutionary press," *Studies in Ethnicity and Nationalism* 11 : 3, 2021, p. 538-549.

Catusse, Myriam. « Ordonner, classer, penser la société : Les pays arabes au prisme de l'économie politique », in *La politique dans le monde arabe*, ss. la dir. de Élisabeth Picard, Paris, A. Colin, 2008, p. 215-238, en ligne : <https://shs.hal.science/halshs-00355208>

Catusse, Myriam, Signoles, Aude & Siino, François. « Révolutions arabes : un événement pour les sciences sociales ? », *Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée* 138, 2015, p. 13-26, en ligne : <https://doi.org/10.4000/remmm.9184>

Dakhli, Leyla (dir.). *L'Esprit de la révolte. Archives et actualités des révolutions arabes*, Paris, Le Seuil, 2020.

Deluermoz, Quentin & Foa, Jérémie Foa (dir.) *Épreuves de la guerre civile*, Paris, Éditions de la Sorbonne, «Homme et société», 2022, en ligne : <https://legrandcontinent.eu/fr/2023/02/10/eprouver-la-guerre-civile-une-conversation-avec-quentin-deluermoz-et-jeremie-foa/>

Dot-Pouillard, Nicolas. « Soulèvements arabes : la 'révolution' dans ses crises », *Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée* 138, 2015, p. 13-26.

Drysdale, Alasdair. "Syria's troubled Ba'thi Regime," *Current History* 8 (462), 1981, p. 32-38.

Favier, Agnès & Kostrz, Marie. "Local Elections: is Syria Moving to Reassert Central Control ?" *Middle East Directions, Wartime and Post-Conflict in Syria*, Robert Schuman Centre for Advanced Studies, European University institute, 2019/3, en ligne : <https://cadmus.eui.eu/handle/1814/61004>

Hallaj, Omar. "Formality, Informality and Resilience of the Syrian Political Economy," *Syria Transition Challenges, Research Project 8*, Geneva Centre for Security Policy, 2021, en ligne : <https://www.gcsp.ch/publications/formality-informality-and-resilience-syrian-political-economy>

Haugbølle, Sune & Bandak, Andreas, "The Ends of Revolution : Rethinking Ideology and Time in the Arab Uprisings," *Middle East Critique* 26 : 3, 2017, p. 191-204.

Hinnebusch, Raymond. "Modern Syrian Politics," *History Compass* 6 : 1, 2008, p. 263-285, en ligne : <https://doi.org/10.1111/j.1478-0542.2007.00487.x>

Hourani, Albert. *Arabic Thought in the Liberal Age*, Cambridge University Press, 1983 (Oxford University Press 1962).

Ismail, Salwa. *The Rule of Violence. Subjectivity, Memory and Government in Syria*, Cambridge University Press, 2018.

Jacquemond, Richard. « Une révolution culturelle ? », *Vacarme* 74, 2016/1, p. 57-65.

Khalifa, Khalid. *Al-Mawt 'Amal Shaqq*, traduit en français sous le titre *La mort est une corvée*, Paris, Actes Sud, 2018.

Koselleck, Reinhart. *L'expérience de l'histoire*, Paris, EHESS, 1997.

Kramer, Martin. *Ivory Towers on Sand: The Failure of Middle Eastern Studies in America*. Washington Institute for Near East Policy, Policy Papers 58, 2001.

Lerner, Daniel. *The Passing of Traditional Society*, Londres, Macmillan, 1958.

Linhardt, Dominique & Moreau de Bellaing, Cédric. « Ni guerre, ni paix. Dislocations de l'ordre politique et décantonnements de la guerre », *Politix* 104, 2013/4, p. 7-23.

Longuenesse, Elisabeth & Roussel, Cyrille (dir.). *Développer en Syrie. Retour sur une expérience historique*, Beyrouth, IFPO, 2014.

Mardam Bey, Farouk. « Le soulèvement a réintroduit la politique en Syrie, et les écrivains y contribuent », *Le Monde*, 18 juin 2015. En ligne : [https://www.lemonde.fr/livres/article/2015/06/18/farouk-mardam-bey-le-soulevement-a-reintroduit-la-politique-en-syrie-et-les-ecrivains-y-contribuent\\_4656666\\_3260.html](https://www.lemonde.fr/livres/article/2015/06/18/farouk-mardam-bey-le-soulevement-a-reintroduit-la-politique-en-syrie-et-les-ecrivains-y-contribuent_4656666_3260.html)

Mazur, Kevin. "State Networks and Intra-Ethnic Group Variation in the 2011 Syrian Uprising," *Comparative Political Studies* 52 : 7, 2019, p. 995-1027.

Mengin, Françoise. *Fragments d'une guerre inachevée. Les entrepreneurs taiwanais et la partition de la Chine*. Paris: Karthala, 2013.

Migdal, Joel. *State in Society. Studying How States and Societies Transform and Constitute One Another*, Cambridge, Cambridge University Press, 2001.

Naufal, Walid. *The Role of Daraa's Tribes in Local Governance*, Chatham House Paper, juin 2020, en ligne : <https://syria.chathamhouse.org/research/the-role-of-daraas-tribes-in-local-governance>

Oussedik, Fatma. « Postcolonie et rapports de genre en Algérie », *Tumultes* 37 : 2, 2011, p. 81-98.

Picard Elizabeth. "Min al-Mu'âmmarât il-Thawriyya ila l-Duwal il-Sultaniyya," *Al-Umma wal-Dawla wal-Indimâj fil-Watan il-'Arabî*, ss. la dir. de Adeed Dawisha, Beyrouth : Centre de l'Unité Arabe, 1989.

Picard, Elizabeth. « Y a-t-il un problème communautaire en Syrie ? », *Maghreb-Machrek* 87, 1980, p. 7-21.

Picard, Elizabeth. « Syrie : la coalition autoritaire fait de la résistance », *Politique Étrangère* 4, 2005, p. 755-768.

Pierret, Thomas. "Syria's Troubled Military Status Quo," *Institut Européen de la Méditerranée*, 2021, p. 223, en ligne: <https://www.iemed.org/publication/syrias-troubled-military-status-quo/?lang=fr>

Raymond, André (dir.). *La Syrie d'Aujourd'hui*, Aix-en-Provence, CNRS, 1980.

Rey, Matthieu & Tannous, Manon-Nour, « *Still researching*. La Syrie comme objet d'étude (des années 1980 aux années 2010) », *Mondes arabes*, 2022/1, p. 119-140. En ligne : <https://www.cairn.info/revue-mondes-arabes-2022-1-page-119.htm>

Salamé, Ghassan. *Al-Mujtama' wal-Dawla fil-Mashriq al-'Arabî*, Beyrouth, Centre de l'Unité Arabe, 1987.

Sallon, Hélène. « Le Liban dans la crainte d'une nouvelle guerre civile », *Le Monde*, 11 juillet 2013.

Sarkis, Chamsy. « Les médias syriens libres. L'expérience de Syrian Media Action Revolution Team », in *Syrie, une nouvelle ère des images. De la révolte au conflit transnational*, ss la dir. de C. Boëx et A. Devictor, Paris, CNRS Éditions, 2021, p. 55-69.

Schmitter, Philip . « Se déplaçant au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, transitologues et consolidologues sont-ils toujours assurés de voyager en toute sécurité ? » *Annuaire de l'Afrique du Nord* 38, 1999, p. 11-35.

Sewel, Willam. *Logics of History, Social Theory and Social Transformation*. University of Chicago Press, 2005.

Spagnolo, John (dir.) *Problems of the Modern Middle East in Historical Perspective*, Oxford, The Middle East Centre, 1992.

Sulz, Matthias. "Loyalty over geography: Re-interpreting the notion of 'Useful Syria'," *Syria Comment*, 8 septembre 2018, en ligne: <https://www.joshualandis.com/blog/loyalty-over-geography-re-interpreting-the-notion-of-useful-syria-by-matthias-sulz/>

Tarragoni, Federico. « Les cendres et le brasier : ce que l'historien apprend au sociologue des révolutions », *Écrire l'histoire. Histoire, Littérature, Esthétique* 18, 2018, p. 69-79, en ligne : <http://journals.openedition.org/elh/1409>

Valbjørn, Morten. “Reflections on self-reflections – On framing the analytical implications of the Arab uprisings for the study of Arab politics,” *Democratization* 22 : 2, 2015, p. 218-238.

Vignal, Leïla. « Syrie : la stratégie de la destruction », *La Vie des Idées*, 29 mars 2016, en ligne : [https://laviedesidees.fr/IMG/pdf/20160329\\_syrie-2.pdf](https://laviedesidees.fr/IMG/pdf/20160329_syrie-2.pdf)

Vignal, Leïla. “Transnational Syria: Syria beyond Syria, ” in *War-Torn. The Unmaking of Syria, 2011–2021*, Londres, Hurst, 2021, p. 197-218.

Wedeen, Lisa. *Ambiguities of Domination. Politics, Rhetoric, and Symbols in Contemporary Syria*. University of Chicago Press, 1999.

Weiss, Max. “Mosaic, Melting-Pot, Pressure Cooker. The Religious, the Secular and the Sectarian in Modern Syrian Thought, ” in *Arabic Thought Against the Authoritarian Age. Toward an Intellectual History of the Present*, Jens Hanssen & Max Weiss (eds), Cambridge, Cambridge University Press, 2019 .

Wood, Elisabeth. “The Social Processes of Civil War: The Wartime Transformation of Social Networks,” *Annual Review of Political Science* 11, 2008, p. 539–561.

Yassin Hassan, Rosa. “Ayna al-muthaqqafûn al-suriyyûn min al-thawra, ” *Jadaliyya*, 2 mars 2012, en ligne : <http://www.jadaliyya.com/pages/index/4523/>